



Brèves économiques hebdomadaires d'Asie du Sud

Période du 29 mai au 04 juin 2020

Le 05 juin 2020

Résumé

Bangladesh : Poursuite du repli de l'indice des prix à la consommation en mai. Contraction des échanges commerciaux et retour à un excédent de la balance des paiements sur les 9 premiers mois de l'exercice budgétaire. Soutien de 404 M USD apporté par l'AIIB pour l'amélioration de la connectivité routière avec l'Inde. Désinvestissement de l'opérateur mobile japonais NTT DoCoMo après 12 ans d'activité.

Bhoutan : Révision des paramètres macro financiers afin de mieux prendre en compte les effets de la pandémie sur l'économie.

Inde : *Indicateurs macroéconomiques* : Hausse du PIB de 4,2 % pour l'exercice 2019/20. Dégradation de la notation souveraine de l'Inde par Moody's, de Baa2 à Baa3. *Politique monétaire et financière* : Notation dégradée pour 11 banques indiennes par Moody's. Augmentation des prêts non-performants jusqu'à 11,6% d'ici la fin de l'exercice budgétaire en cours selon ICRA. *Autres informations* : Nouvelle proposition faite à l'Inde pour rejoindre l'accord RCEP.

Maldives : Hausse de la dette publique, y compris externe. Croissance dynamique des crédits accordés au secteur privé en 2019.

Népal : Soutien de 100 M USD apporté par la Banque mondiale au Népal.

Pakistan : Dépréciation de la roupie pakistanaise face au dollar. Quatrième baisse consécutive du taux d'inflation en mai. 15 Mds USD de financements extérieurs espérés au cours de l'exercice 2020/21. Chute de la collecte fiscale de plus de 31 % en glissement annuel. Contraction de la demande intérieure de ciment de 37,6 % en mai. Baisse du prix de l'essence à la pompe pour le mois de juin.

Sri Lanka : Creusement du déficit commercial au premier trimestre 2020. Hausse des droits de douane sur 26 produits. Soutien de la Banque asiatique de développement pour l'achat d'équipements médicaux.



BANGLADESH

- Poursuite du repli de l'indice des prix à la consommation (IPC) en mai.** Selon le Bureau des statistiques (BBS), l'inflation a atteint **5,35%** en g.a, contre 5,96% en avril et 5,48% en mars, en deçà du plafond de 5,5% retenu dans la loi de finances 2019/20. Il se situait à 5,63% en mai 2019. L'IPC poursuit son repli depuis 5 mois, après une hausse marquée en novembre (+6,05%) et décembre 2019 (5,75%), liée à celle des prix alimentaires de plusieurs denrées de base.

L'excellente campagne de riz comme la bonne production agricole en général et la reprise des approvisionnements expliquent largement ce bon résultat. L'inflation **en zone rurale** s'élevait, fin mai, à 5,65% (avec une composante « alimentation » de +5,61% en baisse sur avril, contre +5,73% pour les autres produits et services), contre 4,81% dans les **zones urbaines** (où l'IPC non-alimentaire progresse plus vite, à +5,79% contre 3,94% pour les prix alimentaires).

L'indice des prix alimentaires (+5,09%) recule par rapport à avril (5,91%), période marquée par certaines difficultés d'approvisionnement, et celui des prix non alimentaires (5,75%) baisse pour le second mois consécutif après un niveau record de 6,45% en mars (hausse des tarifs de gaz en janvier et de l'électricité depuis le 5 mars).

- Contraction des échanges commerciaux et retour à un excédent de la balance des paiements sur les 9 premiers mois de l'exercice budgétaire.** Pour la première fois depuis des années, les échanges commerciaux du Bangladesh se sont contractés : sur les neuf premiers mois de l'exercice budgétaire échu au 30 juin prochain, ils s'élèvent à 68,6 Mds USD, contre 72,5 Mds USD en 2018/19, soit une baisse de 5%.

Le déficit de la balance commerciale est resté le même (-1% en g.a. à -12,1 Mds USD). Les exportations s'élèvent à 28,3 Mds (en baisse de 6%), dont 24,1 Mds USD pour le textile – habillement (-7%) et les importations atteignent 40,3 Mds USD (- 4,8%) tandis que la balance des services affiche un déficit de 3,28 Mds USD.

Les transferts des migrants depuis l'étranger progressent de 16% pour s'élever à 13,8 Mds USD contre 11,9 Mds USD un an plus tôt, et les IDE dégagent un flux net de 1,8 Mds€ (-18%).

Ainsi, sur les 9 premiers mois de l'exercice budgétaire 2019/20, la balance des transactions courantes affiche un déficit en forte réduction (-37% en g.a.) ramené de -4,2 à -2,6 Mds USD, et la balance des paiements retrouve un excédent de 345 M contre un déficit de 326 M USD.

Au final, le besoin de financement de la balance des paiements s'établirait à 1678 M USD à fin juin 2020 (0,5% du PIB). Le **déficit budgétaire**, contenu sous la barre des 5% du PIB jusqu'au terme de l'exercice 2018, devrait se creuser au-delà de 6% en 2020, correspondant à un besoin de financement de l'ordre de 2,8 Mds USD, qui sera couvert pour un tiers par les appuis budgétaires mis en place par les bailleurs multilatéraux et pour deux-tiers par l'émission monétaire (bons du Trésor).

- Soutien de 404 M USD apporté par l'AIIB pour l'amélioration de la connectivité routière avec l'Inde.** L'*Asian Infrastructure Investment Bank* a accordé un prêt souverain à hauteur de 404 M USD pour le financement de l'amélioration de l'infrastructure routière interurbaine et transfrontalière avec l'Inde, notamment grâce à la modernisation de l'autoroute nationale N2 (*Bangladesh National Highway N2*) entre Sylhet (5ème ville du pays) et le poste frontière de Tamabil (56 km).

L'enveloppe globale se monte à 568,9 M USD avec un financement bangladais de 164,9 M USD. Le prêt souverain AIIB a une durée de 25 ans dont 5 ans de grâce et le projet devrait



s'achever mi-2025. En 2018, le Bangladesh avait reçu une subvention de 813.000 USD du Fonds spécial de l'AIB pour l'aider à préparer le projet.

Ce projet permettra d'améliorer la connectivité routière du pays avec son voisin indien. L'Inde et le Bangladesh sont tous les deux signataires du projet de réseau routier asiatique (AHN). Deux routes du réseau (AH-1 et AH-2) relieront l'Inde et le Bangladesh aux points Petrapole-Benapole (ouest), Fulbari-Banglabandha (nord-ouest) et Dawki-Tamabil (nord-est).

Pour accélérer le commerce transfrontalier à Tamabil (principalement des importations de charbon et de pierre), le gouvernement procède à la modernisation du port terrestre et des services douaniers, avec le soutien de la Banque mondiale. Côté indien, la JICA japonaise aide le gouvernement indien à moderniser le tronçon routier qui va de Tamabil à Shilong, Capitale de l'État de Meghalaya.

- **Désinvestissement de l'opérateur mobile japonais NTT DoCoMo après 12 ans d'activité.** Le premier opérateur du Japon, NTT DoCoMo, quitte le Bangladesh après 12 ans de présence. Il détenait 6,3 % du capital de Robi, deuxième opérateur téléphonique du pays, avec 49,9 millions d'abonnés. Le groupe est également détenu par Axiata Group Berhad (Malaisie, 68,7% du capital) et Bharti Airtel (Inde, 25%). Ce dernier va reprendre les parts de DoCoMo et détiendra ainsi 31,3 % du capital. Le montant de la transaction n'a pas été rendu public.

DoCoMo s'était plaint de la régulation du secteur des télécommunications au Bangladesh, notamment une taxation très élevée, et l'impossibilité pour les opérateurs de poser eux-mêmes la fibre optique. De plus, un procès est toujours en cours auprès de la Cour Suprême contre le régulateur BRTC, DoCoMo contestant des frais de transfert qui lui ont été imposés lors de son investissement initial en 2008, à hauteur de 5,5 % de la transaction (19 M\$).

Avec ce départ, DoCoMo rejoint une liste d'acteurs étrangers du secteur des télécommunications qui ont mis fin à leurs activités au Bangladesh, tels que *Orascom Telecom Holding* (Egypte), *SingTel* (Singapour) et *Dhabi Group* (*Warid Telecom*, Emirats Arabes Unis).

BHOUTAN

- **Révision des paramètres macro financiers afin de mieux prendre en compte les effets de la pandémie sur l'économie.** Les autorités retiennent désormais une croissance du PIB limitée à 2% pour l'exercice budgétaire en cours 2020-2021, contre une projection de 6,5% avant la pandémie. Elles ont aussi pour objectif d'essayer de contenir le déficit budgétaire à moins de 5% du PIB, alors que celui-ci tourne plutôt autour d'une moyenne de l'ordre de 7% du PIB.

Lors de la présentation du budget à l'Assemblée nationale le 1er juin, le ministre des Finances Namgay Tshering a souhaité mettre l'accent sur la revitalisation de l'économie rurale et la création d'emplois. Le budget vise également à maintenir le ratio impôts / PIB à 10% et à couvrir les dépenses courantes avec des ressources internes au cours du nouvel exercice. Le ratio impôts / PIB s'élève aujourd'hui à 14%. Enfin, le gouvernement vise à maintenir la dette non hydroélectrique en dessous de 35% (environ 25% du PIB au cours de l'exercice 2019-2020).

Ainsi, les autorités ont modifié certaines politiques publiques, notamment avec la redéfinition des priorités des activités du 12^{ème} Plan et le plan d'urgence économique (PCE) Dans le cadre de ce PCE, le gouvernement vise à impliquer les personnes qui ont souffert des effets de Covid-19 dans divers secteurs, notamment l'agriculture, le projet *Build Bhutan* et la construction.



INDE

INDICATEURS MACROECONOMIQUES

- **Hausse du PIB de 4,2 % pour l'exercice 2019/20.** L'activité progresse de 3,1 % en g.a au T1 2020 (après +4,1 % au T4 2019), soit un étiage depuis presque 40 trimestres. Ce ralentissement trimestriel est toutefois moins marqué que celui anticipé puisque + 1,6 % étaient attendus par le consensus des économistes. Certaines données du mois de mars confirment néanmoins la médiocrité de la situation (contraction, en g.a, de 34 % des exportations et de 26% des importations, chute de 17 % de la production industrielle et gonflement du chômage).

Une explication majeure de la relative bonne performance du trimestre écoulé tient aux nouvelles révisions significatives des chiffres officiels du PIB pour les T2, T3 et T4 2019, révisés à la baisse de 5,6%, 5,1% et 4,7% en g.a à 5,2%, 4,4% et 4,1% respectivement.

On observera cependant que l'activité avait amorcé une légère reprise en janvier et février 2020 et les données de la comptabilité nationale indiquent aussi que la contraction de la consommation a été moins importante que ce que suggéraient les ventes au détail.

Les dépenses publiques ont aussi fortement progressé, compensant une partie du ralentissement. L'investissement et les exportations se sont toutefois nettement contractés sur le trimestre, dans l'exacte dynamique de ralentissement du trimestre précédent.

Points saillants des données du PIB indien

(% YoY)	Q4 FY19	Q1 FY20	Q2 FY20	Q3 FY20	Q4 FY20	FY19	FY20
Private consumption	6.2	5.5	6.4	6.6	2.7	7.2	5.3
consumption	14.4	6.2	14.2	13.4	13.6	10.2	11.9
GFCF	4.4	4.6	-3.9	-5.2	-6.5	10.0	-2.7
Exports	11.6	3.2	-2.2	-6.1	-8.5	12.3	-3.4
(less) imports	0.8	2.1	-9.4	-12.4	-7.0	8.8	-6.7
GDP	5.7	5.2	4.4	4.1	3.1	6.1	4.2

Source: CEIC

Au plan sectoriel et en valeur ajoutée (VA), l'agriculture réalise une solide performance. Elle enregistre une croissance de 5,9 % pour la période janvier-mars 2020, soit un plus haut de huit trimestres et contre 3,6 % au trimestre précédent. Cette performance est en ligne avec la hausse de la production des céréales vivrières lors des derniers mois.

L'industrie s'est contractée de 0,6 % pendant le premier trimestre 2020 par rapport à la même période 2019, en raison surtout de la mauvaise performance du segment manufacturier et des activités de construction.



La croissance en VA des services n'a progressé que de 4,4 % pendant la même période contre 5,7 % le trimestre précédent, en lien avec les résultats moyens du commerce, de l'hôtellerie, de la finance et de l'immobilier.

(% YoY)	Q4 FY19	Q1 FY20	Q2 FY20	Q3 FY20	Q4 FY20	FY19	FY20
Agriculture, Forestry and Fishing	1.6	3.0	3.5	3.6	5.9	2.5	4.0
Mining and Quarrying	-4.8	4.7	-1.1	2.2	5.2	-5.9	2.7
Manufacturing	2.1	3.0	-0.6	-0.8	-1.4	5.9	0.1
Electricity, Gas, Water Supply etc	5.5	8.8	3.9	-0.7	4.5	8.2	4.1
Construction	6.0	5.2	2.6	0.0	-2.2	6.1	1.4
Trade, Hotels, Transport, Communication etc	6.9	3.5	4.1	4.3	2.6	7.7	3.6
Financial, Real Estate & Professional Services	8.7	6.0	6.0	3.3	2.4	6.9	4.4
Public Administration and Defence	11.6	7.7	10.9	10.9	10.1	9.3	9.9
GVA	5.6	4.8	4.3	3.5	3.0	6.0	3.9
Core GVA	5.4	4.6	3.3	2.0	1.1	6.2	2.7

- **Dégradation de la notation souveraine de l'Inde par Moody's, de Baa2 à Baa3**, dernier échelon de la catégorie investissement. Celle-ci place donc l'Inde au même niveau que S&P et Fitch (notation BBB-), même si ces deux dernières agences maintiennent une perspective «stable» sur le pays, contre négative pour Moody's.

Les fragilités macroéconomiques développées avant même la pandémie sont à l'origine de cette décision, notamment un déficit budgétaire et une dette publique élevés. A cet égard, l'Inde n'a pas respecté l'objectif de déficit budgétaire pour l'exercice qui s'est terminé en mars, soit avant même que la pandémie n'affecte réellement l'économie. Cette dégradation a conduit certains économistes à appeler la Banque centrale à monétiser directement une partie du déficit public, ce que la RBI s'est bien gardée de faire pour le moment.

Le confinement de plusieurs semaines ne va évidemment pas aider et la perspective négative reflète cette situation. Moody's note également que les tensions sur le système financier "pourraient aggraver l'érosion de la situation budgétaire de l'Inde". Tensions qui l'ont conduit à dégrader aussi, dès le lendemain, un certain nombre d'établissements financiers (cf. infra).

Moody's s'attend à ce que la croissance de l'exercice budgétaire actuel (1^{er} avril 2020 – 31 mars 2021) se contracte de 4%, tandis que la dette publique devrait atteindre 84% du PIB.

POLITIQUE MONÉTAIRE ET FINANCIÈRE

- **Notation dégradée pour 11 banques indiennes par Moody's.** Parmi ces établissements, l'agence a ramené la notation des comptes de dépôt à long terme en devises locales et étrangères de *HDFC* et *State Bank of India* (pour qui *Moody's* anticipe une détérioration de la qualité des actifs et de la profitabilité), de Baa2 à Baa3, avec perspective toujours négative. Elle a remis également à ce même niveau la notation à long terme de l'*EXIM Bank*.

En revanche, la notation de la *Punjab National Bank* a été confirmée à Ba1, mais avec un biais ramené de positif à stable. De même, *Central Bank of India* et *Indian Overseas Bank* conservent leurs notations à Ba2 pour les comptes de dépôt à long terme en devises locales et étrangères, avec perspective stable.

Bank of Baroda, *Bank of India*, *Canara Bank* et *Union Bank of India* sont quant à elles en cours d'évaluation de la qualité de leurs lignes de crédit, en vue d'un éventuel déclassement.



- **Augmentation des prêts non-performants jusqu'à 11,6% d'ici la fin de l'exercice budgétaire en cours selon ICRA.** L'ICRA prévoit en effet une nette dégradation de l'encours des prêts bruts non performants des établissements bancaires. Celui-ci pourrait atteindre une fourchette comprise entre 11,3 et 11,6% d'ici la fin de cet exercice, contre 8,6% en mars 2020, en raison de perturbations causées par la pandémie de coronavirus. Cette situation devrait rendre nécessaire une hausse des provisions sur les crédits des banques et, partant, affecter leurs bénéfices.

AUTRES INFORMATIONS

- **Nouvelle proposition faite à l'Inde pour rejoindre l'Accord RCEP.** Afin de convaincre l'Inde de signer l'ensemble de l'Accord de Partenariat régional (*Regional Comprehensive Economic Partnership*), les négociateurs ont proposé, à l'issue d'une réunion virtuelle, de remettre à plus tard tout ou partie des négociations d'accès au marché liées à ce pays. Une échéance fixée au 15 mai n'a pas été respectée, mais il semble que les Membres du RCEP (Pays de l'ASEAN et les cinq Etats partenaires d'ALE) soient prêts à attendre que l'Inde veuille bien répondre formellement à cette proposition.

Un des points d'achoppement concerne le déficit commercial croissant de l'Inde vis-à-vis de la Chine, qui a atteint 43,51 Md USD entre avril 2019 et janvier 2020.

MALDIVES

- **Hausse de la dette publique, y compris externe.** La dette publique totale, incluant les garanties de l'Etat, a atteint 76% du PIB en 2019 contre 73% en 2018 selon le rapport annuel de la Banque centrale (MMA). La dette de l'Etat au sens strict (hors garanties) représente 62% du PIB en 2019, soit une hausse de 3 points par rapport à l'année précédente. La dette publique externe (hors garanties) représente 25% du PIB (équivalent à 2018), soit 1,4 Mds USD selon la Banque centrale. Les montants des prêts multilatéraux et bilatéraux s'élèvent respectivement à 316,5 M USD et 169,2 M USD. La dette du gouvernement central a ainsi augmenté de +7% en 2019.
- **Croissance dynamique des crédits accordés au secteur privé en 2019.** Ceux-ci ont augmenté de +8% en g.a, une progression légèrement inférieure à celle enregistrée en 2018 (+9%). Ils ont atteint un montant de 24,5 Mds MVR (1,4 Mds EUR) dont 52% sont libellés en monnaie locale. Les crédits ont principalement été destinés au secteur du tourisme (+6% ; 37% du total), tirés par les projets de développement de nouveaux complexes hôteliers sur l'archipel. Les crédits au secteur de la construction ont augmenté de 10% (22% de l'ensemble des prêts), grâce au dynamisme de l'immobilier résidentiel. Les prêts aux particuliers (11% du total), avec un bond de +34%, ont été la principale source de croissance des crédits accordés au secteur privé. Les prêts destinés au secteur du commerce (13% du total) ont légèrement baissé, de -1%. Le taux d'intérêt moyen en 2019 a été de 11,6% sur les prêts au secteur privé libellés en monnaie locale et de 8,5% pour ceux libellés en monnaie étrangère.



NEPAL

- **Soutien de 100 M USD apporté par la Banque mondiale au Népal.** Le conseil d'administration a approuvé un crédit de politique de développement (DPC) afin de poursuivre l'essor du secteur de l'électricité et se remettre de la crise du COVID-19. L'opération approuvée est la deuxième d'une série de trois opérations DPC visant à soutenir les réformes politiques, réglementaires et institutionnelles clés pour libérer le potentiel économique du secteur de l'électricité au Népal. Il s'agit notamment de mesures visant à améliorer la viabilité financière de la *Nepal Electricity Authority* (NEA) et sa gouvernance au niveau des collectivités territoriales; établir un cadre réglementaire autonome, transparent et responsable; réaliser une plus grande intégration avec le marché régional de l'électricité pour garantir une utilisation optimale des ressources hydroélectriques du Népal.

PAKISTAN

- **Dépréciation de la roupie pakistanaise face au dollar.** Elle atteint son plus bas niveau depuis sept semaines à 164,89 PKR contre 1 USD début juin. Après avoir fortement chuté durant la deuxième partie du mois de mars, la roupie pakistanaise semblait se renforcer face au dollar en avril, notamment suite au prêt FMI octroyé le 16 avril dans le cadre de l'instrument de financement d'urgence. On observe toutefois depuis le milieu du mois de mai de nouveau une dépréciation de la roupie qui est passée de 153,96 PKR contre 1 USD le 15 mai à 164,89 PKR contre 1 USD le 2 juin (-7,1 %). Cette évolution s'explique notamment par la demande plus élevée de dollar depuis le début des mesures de déconfinement, notamment chez les commerçants qui prévoient une augmentation nette de leurs importations dans les semaines à venir à mesure que les activités reprennent. De plus, l'offre de devises pakistanaises a continué de baisser et les transferts de migrants diminuent depuis la fin des célébrations de l'Aïd, ce qui contribue également à faire chuter la valeur de la roupie. Selon plusieurs estimations, la roupie pakistanaise pourrait évoluer entre 165 et 170 PKR contre 1 USD d'ici la fin de juin 2020.
- **Quatrième baisse consécutive du taux d'inflation en mai.** Il s'est établi à 8,2 % en glissement annuel en mai 2020, malgré une flambée saisonnière des prix des produits alimentaires pendant le Ramadan. Le taux d'inflation a atteint un étiage en mai depuis juillet 2019 (8 %), mois à partir duquel il avait commencé à augmenter pour culminer à 14,6 % en janvier avant de baisser drastiquement sur les quatre derniers mois (12,4 % en février, 10,2 % en mars, 8,5 % en avril).
- **15 Mds USD de financements extérieurs (bailleurs multilatéraux et bilatéraux) espérés au cours de l'exercice 2020/21.** Sur les 15 Mds USD d'emprunts extérieurs attendus, les deux tiers devraient être utilisés pour rembourser les prêts qui arrivent à échéance, à l'exclusion des paiements d'intérêts. Le Pakistan estime à environ 8 Mds USD les prêts des créanciers multilatéraux au cours du prochain exercice, dont 2,1 Mds USD du FMI, 1,4 Mds USD de la BAsD, 2,9 Mds de la Banque mondiale, 1 Md USD de la Banque islamique de développement et 500 M USD de la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (AIIB). Le gouvernement envisage pour sa part de récolter 1,5 Mds USD via des euro-obligations lors du prochain exercice et envisage d'emprunter 3,4 Mds USD à des banques commerciales étrangères, qui seront essentiellement des reconductions de prêts commerciaux existants.
- **Chute de la collecte fiscale de plus de 31 % en glissement annuel** à 1,4 Mds USD en mai en raison de la suspension partielle des activités économiques. Ce résultat s'affiche en-deçà de la



cible fixée pour mai à 1,54 Mds USD à hauteur de 140 M USD. Au cours des onze premiers mois de l'exercice 2019/20 (juillet 2019 – mai 2020), l'administration fiscale a collecté 21,3 Mds USD. Le gouvernement et le Fonds monétaire international s'attendent désormais à ce que les recettes fiscales atteignent 23,7 Mds USD sur l'exercice en cours. Pour atteindre cet objectif, l'administration fiscale devra collecter 2,3 Mds USD au cours du seul mois de juin.

- **Contraction de la demande intérieure de ciment de 37,6 % en mai** pour s'établir à 2,3 millions de tonnes contre 3,6 millions de tonnes en mai 2019. Les exportations ont également diminué de 24,8 %, passant de 0,48 million de tonnes en mai 2019 à 0,36 million de tonnes en mai 2020. Selon les données publiées par *All Pakistan Cement Manufacturers Association* (APCMA), les ventes globales de ciment (ventes intérieures et exportations) ont été enregistrées à 2,6 millions de tonnes en mai 2020 contre 4,1 millions de tonnes en mai 2019, soit une baisse de 36,1 %. Cela peut s'expliquer par le ralentissement de l'activité dû aux mesures de confinement mais également à la lenteur de l'activité pendant la période de Ramadan et aux congés de l'Aïd durant le mois de mai.
- **Baisse du prix de l'essence à la pompe de 7,06 PKR/ litre à 74,52 PKR/litre pour le mois de juin.** Toutefois, le gouvernement n'a pas diminué le prix du *High Speed Diesel* (HSD), principalement utilisé dans les secteurs des transports et de l'agriculture qui stagne à 80 PKR / litre pour le mois de juin. Avec le début de la saison des récoltes, la demande de diesel a augmenté, ce qui a incité le gouvernement à lever l'interdiction d'importer ce carburant. Le prix du kérosène a quant à lui été réduit de 11,88 PKR/litre à 35,56 PKR/litre. Le gouvernement gardera le taux de taxe à la vente inchangé à 17 % sur tous les produits pétroliers, en plus de la taxe spécifique aux produits pétroliers qui est directement prélevée auprès des consommateurs.

SRI LANKA

- **Creusement du déficit commercial au premier trimestre 2020.** Le solde négatif de la balance commerciale sri lankaise a atteint -1,9 Mds USD sur les trois premiers mois de l'année, contre -1,7 Mds USD lors de la période correspondante en 2019. Cette hausse du déficit s'explique par une diminution de -16% des exportations (à 2,7 Mds USD) qui, sur le seul mois de mars, chutent de -42,3%. Les recettes du premier poste à l'exportation – les vêtements et textiles - ont baissé de -14,9% en g.a, à 1,3 Mds USD (soit 47,2% du total des exports). Le pays a enregistré un recul de ses ventes à l'étranger de thé et de produits en caoutchouc, à respectivement 270,1 M USD (-22,2% en g.a) et 196,2 M USD (-15,8%). En revanche, les ventes de produits pétroliers ont augmenté de +43,2%, à 177,7 M USD. Les importations totales (4,5 Mds USD) ont enregistré une baisse beaucoup moins importante que les exportations (-6,5% comparé au T1 2019). Les achats à l'étranger de combustibles, premier poste d'importation du pays (21,1% du total), ont diminué de -6,9% en g.a à 948,2 M USD. Les importations de véhicules individuels continuent à décliner (-7,9% en g.a, à 156,4 M USD). A l'inverse, l'importation de produits médicaux et pharmaceutiques a augmenté de +3% par rapport au T1 2019, pour atteindre 125,4 M USD.
- **Hausse des droits de douane sur 26 produits.** Sur décision du ministère des Finances, la *Special Commodity Levy* (SCL), une taxe prélevée à l'importation d'un certain nombre de produits – agricoles et alimentaires essentiellement -, a augmenté sur 26 produits. Cette décision est imposée pour une période de 6 mois à compter du 22 mai. Elle concerne des produits de base comme les pommes, le sucre et différents fruits. La hausse de cette taxe varie de 1 LKR par kg à 800 LKR par kg (dont les yaourts) en fonction des produits.



- COVID-19 : Soutien de la Banque asiatique de développement pour l'achat d'équipements médicaux.** La BASD a apporté sa garantie à hauteur de 85% sur un prêt de 25 M USD de la *Standard Chartered* à la banque publique *People's Bank*. Le destinataire final du prêt est la *State Pharmaceuticals Corporation of Sri Lanka* (SPC), entreprise d'Etat. La SPC utilisera ces fonds pour acheter différents équipements médicaux nécessaires à la lutte contre la pandémie du COVID-19.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Négative	BBB-	Stable	BBB-	Stable	A4	B
Bangladesh	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	D
Pakistan	B3	Négative	B	Positive	B-	Stable	D	D
Sri Lanka	B2	Négative	B-	Stable	B-	Négative	B	B
Maldives	-		B2	Stable	B	Négative	D	D

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Service Économique Régional de New Delhi

2/50-E, Shantipath, Chanakyapuri, New Delhi, Inde

Rédigé par T. Gharib, P. Pillon, A. Boitière, P-H. Lenfant, R. Chappe, J. Deur et H. Lafond.

Version du 05/06/2020